

Section 2 : Patrimoine industriel, facteur de développement local

Le patrimoine industriel essaie de trouver sa place. Une rentabilisation économique et un apport social sont une façon de s'attirer les lumières des politiques locaux soucieux de donner à leur collectivité une image dynamique. Et si le patrimoine industriel peut y contribuer alors pourquoi pas, essayer d'aller au delà du lieu souvenir pour une dynamique locale.

Paragraphe 1 : Vers une rentabilité économique de ce nouveau patrimoine

L'intérêt croissant manifesté pour ce patrimoine a peu à peu fait prendre conscience de l'intérêt économique qu'il peut receler. C'est dans ce cadre qu'a pu se développer un tourisme industriel, s'intégrant même dans de nouveaux instruments alliant économie, patrimoine et également aménagement du territoire.

A/ Le développement du tourisme industriel

Le musée fermé ou en plein air est au centre des politiques du tourisme industriel. Le site industriel isolé, qui ne peut pas par lui-même, attirer les visiteurs, doit être intégré dans un réseau pour se développer. L'écomusée est alors une solution possible au regard de sa mission¹.

En effet l'écomusée de la région de Fourmies-Trélon, né dans les années 1980, est l'un des premiers écomusées régionaux en France mettant en valeur « la mémoire collective, les savoir-faire industriels et artisanaux dont la réussite repose sur la participation active de la population »². Il est constitué d'un réseau de musées et de structures associées installées dans des lieux emblématiques du patrimoine local : filature de 1874, verrerie de 1823, moulins, presbytères, maisons de maîtres des XVII^e et XIX^e siècles. Accueillant près de 80.000 visiteurs par an, il contribue par là à la transformation et à l'amélioration de l'image de l'Avesnois. En plus de 18 ans d'existence il est devenu un véritable moteur de l'activité touristique et un partenaire de développement local.

Ce type de musée « éclaté » à travers un territoire rend plus dynamique le patrimoine industriel qui est intégré dans une politique régionale de produits comme les circuits thématiques. De plus le visiteur est actif dans son cheminement sur les traces du passé industriel en se déplaçant d'un site à un autre. C'est l'une des façons certainement la plus intéressante pour découvrir une région : traverser une région en s'étant défini un thème particulier, comme par exemple la route des Forges et des Mines en Bourgogne qui conduit le visiteur

¹Annexe XI.

²Ecomusée de la région de Fourmies-Trélon, « in L'Archéologie industrielle en France », n°31, décembre 1997, p.35.

des fonderies du Creusot, berceau de l'entreprise Schneider, aux forges de Buffon (fin du XVIII^e siècle) et à celle de l'Abbaye de Fontenay (XII^e et XIII^e siècles) à Montbard.

Ce genre de tourisme est adapté aux courts séjours qui se développent dans le cadre des vacances fractionnées. Pour ce faire des aménagements sont nécessaires. Cela représente un enjeu économique car il faut d'abord un entretien du patrimoine pour accueillir le public et puis un aménagement des alentours avec des commerces, des restaurants, des hôtels...

Cette utilisation du patrimoine industriel, comme moyen de développement à une économie locale est assez récent. Face à la reconversion de l'appareil industriel, la mise en valeur touristique du patrimoine est apparue comme une modalité à ne pas négliger.

Pour la mise en œuvre de ces actions les aides publiques ont été importantes, de l'Union Européenne à la collectivité locale. L'exemple de la Mine Bleue (Noyant-la-Gravoyère, Maine et Loire)³ montre bien comment ce patrimoine peut s'intégrer à une politique de développement local. En 1986, les ardoisières de Misengrain ferment entraînant pour la commune de Noyant-la-Gravoyère la perte de trois cent vingt emplois sur une population de mille huit cent soixante dix habitants. La commune a réagi très rapidement en engageant la reconversion de l'un des puits d'extraction qui sera transformé en lieu de visite avec l'association des anciens mineurs. Le site se développe alors en trois thèmes : « un espace muséologique présente les activités de la mine en particulier celle des « fondeurs », une visite des galeries de l'ancienne ardoisière à 126 mètres sous terre grâce à un petit train et une exposition consacrée à « l'imaginaire souterrain ». »⁴. En face de la Mine Bleue est installé un parc de loisirs proposant différentes activités. Des anciens logements de la mine sont réhabilités en village de vacances (90 lits). Dès sa première ouverture en 1991 la Mine Bleue reçoit 86.000 visiteurs. La moyenne annuelle est actuellement de l'ordre de 100.000 visites avec une forte proportion de groupes. Cette mise en valeur touristique répond bien à un double objectif : sauvegarder le patrimoine et créer de nouvelles activités susceptibles de remplacer celles qui ont disparues.

Le tourisme industriel ne saurait se limiter aux activités défuntes, mais se constitue aussi autour d'industries en activité ouvertes au public (plus de sept cents en France). On y retrouve notamment les parfumeries de Grasse avec 400.000 visites par an, les usines Bénédictine à Fécamp avec 150.000 visites, ...

Toutefois il est à veiller aux dérives que le tourisme industriel peut engendrer. Il faut éviter la dérive marketing des entreprises peu soucieuses de l'histoire réelle de l'entreprise.

Cette politique qui vise à développer le territoire localement par le tourisme industriel peut être intégrée également dans la nouvelle politique des pôles d'économie du patrimoine initiée par la DATAR.

B/ La création des pôles d'économie du patrimoine

³Valéry Patin, *Tourisme et patrimoine en France et en Europe*, éd. La Documentation Française, Paris, 1997, p.156.

⁴Ibid, p.156.

Le concept de pôle d'économie du patrimoine (PEP) a été défini lors du Comité interministériel d'aménagement du territoire réuni le 20 septembre 1994, sur la base de trois critères : un territoire, un patrimoine, un projet global de développement. C'est donc, avant tout un projet de territoire, dont la définition est assez large pour permettre à chaque acteur d'agir de la manière la plus adaptée aux données locales. La seule contrainte réelle est l'obligation d'une étude préalable financée par l'Etat. En effet il est indispensable pour s'engager de s'assurer de la viabilité d'un tel projet qui doit s'inscrire dans une politique de développement durable.

La DATAR, qui a lancé cette nouvelle formule d'économie régionale, a dressé fin 1997 un premier bilan sur les 18 sites sélectionnés entre 1995 et 1997, bilan jugé assez positif pour que cette politique soit poursuivie et étendue. M. Patrick Faucheur, chargé du dossier à la DATAR, indique « qu'en lançant les PEP, la DATAR a l'ambition d'accompagner les volontés locales de revitalisation des espaces ruraux autour du patrimoine et d'aborder autrement la question du patrimoine »⁵. L'intérêt ici est de construire des projets de territoire qui utilisent le patrimoine, non plus comme simple objet culturel ou touristique, mais comme un atout important d'un développement innovant adapté aux réalités du tissu local. Grâce à la réussite des PEP et de la volonté affichée par les élus, 12 autres projets ont vu le jour en 1998.

Ces PEP, du fait de leur définition large, peuvent intégrer n'importe quel patrimoine tant qu'il reflète la région sur lequel il se trouve. On citera comme exemple le PEP « Saint-Savin-Vallée de Gartempe » qui s'articule autour du Centre international d'art mural, le PEP « La météorite de Rochechouart » (Haute-Vienne) qui vise la revitalisation de la région à partir de l'exploitation du patrimoine géologique que constitue l'impact d'une roche géante ayant percuté la Terre, il y a deux cent quatorze million d'années. Mais il ne faudrait pas en oublier le patrimoine industriel, qui lui aussi peut servir de base pour élaborer un PEP. C'est le cas du PEP « Le Creusot, Montceau-les-Mines » (Bourgogne) qui s'articule autour d'un patrimoine industriel en milieu rural, mais également le PEP « La Vallée du fer et de la fonte » (Haute-Marne) ou encore le PEP « La Route du cristal » (Moselle). Ces PEP ont l'avantage de démontrer que le patrimoine, même industriel constitue un axe de réflexion et d'action novateur et prometteur pour le développement local.

Récemment, le 27 juin 2001, M. Michel Duffour, secrétaire d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation culturelle, et M. Jean-Louis Guigou, délégué à l'Aménagement du territoire et à l'action régionale, ont affirmé leur volonté de faire converger les deux concepts de « pays d'art » et de « pôle d'économie du patrimoine »⁶. Ainsi d'un côté on reconnaît la qualité d'une démarche de valorisation du patrimoine et de l'autre on établit des projets de développement économique s'appuyant sur le savoir-faire local. Si on veut les associer, c'est qu'il y a une complémentarité de ces deux concepts qui recèlent de nombreux points communs.

L'intérêt de travailler avec le patrimoine, qui plus est industriel, est économiquement avantageux quand on peut le mettre en scène. Mais il ne faudrait pas oublier son rôle social. En effet la valorisation du patrimoine peut également créer un lien social par les modalités de mise en œuvre de la transmission du passé au présent et futur.

⁵ *Etudier le patrimoine à l'école, au collège, au lycée*, coordonné par Hélène Poncy et Patrick Margueron, CRDP de Franche-Comté ? Besançon, 1999, p.62.

⁶ <http://www.lagazettedescommunes.com./depeches/depeches.asp> consulté le 19/04/2002 en date du 21/04/2000.

Paragraphe2 : Vers une « rentabilité sociale » de ce nouveau patrimoine

Terme souvent utilisé en matière économique, il indique ici que la valorisation d'un patrimoine peut avoir une efficacité au niveau social, un apport social qu'il serait dommage d'ignorer. Autour du patrimoine industriel s'organise tout un monde à la recherche d'un public, d'un savoir-faire particulier, d'une mise en œuvre de réhabilitation. Montrer qu'il y a toujours un objectif social même lorsque l'usine a fermé ses portes.

A/ La rencontre avec un public

Il y a un enjeu social fort pour le patrimoine industriel lorsque on sait que trois français sur quatre ne vont jamais au musée. D'où l'importance du rôle que doit jouer l'école pour sensibiliser la jeunesse sur ce type de patrimoine. Différentes actions sont d'ailleurs mise en place en milieu scolaire pour y parvenir comme les classes patrimoines dont certaines s'intéressent plus particulièrement au patrimoine industriel.

Au delà du monde scolaire, les professionnels du patrimoine industriel s'interrogent sur les moyens de réaliser leur mission. C'est ainsi que M.Philippe Mairot, conservateur des musées des techniques et cultures comtoises, constate que « si notre mission est bien de conserver, d'étudier et de protéger le patrimoine, notre responsabilité sociale est aussi d'inviter ces publics à venir plus nombreux découvrir ces patrimoines dont nous avons la charge et dont nous pensons qu'ils peuvent contribuer à l'éducation et à la délectation du citoyen »⁷.

Un musée ne peut avoir un intérêt que si un public est prêt à partager cette culture et qu'il s'y reconnaît. Peut-être faudrait-il rénover les pratiques parfois désuètes du musée pour créer une autre dynamique. Les lieux du patrimoine industriel ne peuvent devenir présents que s'ils parlent une langue d'aujourd'hui et sont rapportés aux questions et enjeux du moment. Tel est son défi. Pour cela il faut avant tout éviter la spécialisation du patrimoine industriel dans le sens où il doit être accessible à tous.

Il est également de notre responsabilité de mettre en valeur ce patrimoine avant qu'il ne disparaisse. Ici le lien entre les générations est crucial. Qui est mieux placé pour nous parler de la mine qu'un mineur ? Le rôle des associations d'anciens ouvriers est important car l'histoire de l'industrie passe par eux. Mais jusqu'à quand aura-t-on un récit d'époque ? Une société ne peut se construire que si elle comprend pourquoi elle en est arrivée là. D'où l'importance de mettre en place ce lien social qui existe entre le passé et le futur. La compréhension de la technique d'hier et du système social, symbolique et culturel, qui lui est lié semble le préalable à la maîtrise des techniques d'aujourd'hui et à la compréhension des enjeux réels.

⁷ Une politique pour le patrimoine industriel, rapport présenté par le Préfet Philippe Loiseau, mars 1995, en annexe (annexe XII).

De plus à travers le patrimoine industriel, des identités locales peuvent se développer, s' il n'est pas rejeté. En effet un phénomène récent tend à promouvoir l' image d'une région par ses activités défuntes ou encore en vie pour forger une identité commune. La valorisation des activités traditionnelles peut en être un moyen comme par exemple les coutelleries de Laguiole ou encore la Madeleine de Commercy. Cela peut être une réponse à une réaction d'incertitude des individus face à la mondialisation, où l'on a besoin de se rattacher à des réalités plus proche et concrète. Toutefois ces identités n'ont de sens que si elles recherchent à se diffuser, à quel que niveau que se soit, et non à se renfermer dans un régionalisme qui ne ferait pas partager son histoire à tout le monde.

La recherche d'un public qu'il soit local, national, européen ou international est déterminant pour l'avenir du patrimoine industriel.

L'apport social de ce patrimoine, outre les rencontres qu'il peut occasionner, peut se traduire également en terme d'emploi.

B/ La valorisation de l'emploi

L'industrie, après avoir mis dehors plusieurs milliers de personnes, peut, une fois passée à la patrimonialité, redonner une chance à l' emploi.

En effet la fermeture d'une usine est toujours douloureux pour une collectivité. C'est pourquoi des élus réagissent, voulant éviter la désertification de leurs communes. Le fait de décider de conserver un bâtiment industriel permet de maintenir et parfois de créer des emplois.

C'est le cas, comme on l'a vu précédemment, de l'aménagement de la Mine Bleue⁸ qui a permis de maintenir soixante emplois directs, indirects et induits. Evidement cela ne remplace pas les trois cent vingt postes supprimés mais c'est toutefois mieux qu'aucune réaction.

De plus la valorisation industrielle pose des questions d'entretien. Une des spécificités du patrimoine industriel est celle de l'utilisation des matériaux de construction et de machine qui demande un savoir-faire et un technique particulière ainsi que la fabrication de certaines pièces. Un créneau éventuel, pour les petits artisans ou entrepreneurs, peut s'ouvrir à eux comme spécialistes dans l'entretien de ces bâtiments à vocation touristique.

Dans le rapport Loiseau⁹, on va jusqu'à préconiser pour cet entretien le recours à des entreprises intermédiaires associant jeunes et anciens chômeurs ayant une formation professionnelle . Ainsi en plus d'avoir un projet culturel, il y aura également un enjeu social de réinsertion dans la conservation et la remise en état du patrimoine industriel. L'usine même fermée pourra continuer à faire travailler !

⁸ Cf. p.47.

⁹ *Une politique pour le patrimoine industriel*, rapport présenté par le Préfet Philippe Loiseau, mars 1995, p.49.

Cependant il est vrai qu'une telle politique n'est pas aisée à mettre en place, mais rien n'exclut sa concrétisation.